



Covid-19 : les écoles, «dernières à fermer en cas de durcissement des mesures», prévient Blanquer



Dans «Le Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI», le ministre de l'Éducation nationale a assuré que les premières épreuves du bac, en mars, sont maintenues «à ce stade», «dans l'intérêt des élèves».

«Une nouvelle donne.» L'expansion du variant britannique du SARS-COV-2 à travers l'Europe «pourrait faire changer notre doctrine s'il fallait contenir l'envolée du virus» à l'origine de l'épidémie de Covid-19, a indiqué dimanche 10 janvier Jean-Michel Blanquer, dans «Le Grand Jury RTL-Le Figaro- LCI». Mais «pour le moment ce n'est pas le cas», a précisé le ministre de l'Éducation nationale.

À lire aussi :Covid-19: pourquoi le variant anglais risque de rendre l'épidémie incontrôlable en France

L'exécutif n'exclut pas des «mesures nationales supplémentaires» en cas de dégradation de la situation sanitaire, a indiqué jeudi 7 janvier le premier ministre, Jean Castex, sans toutefois prononcer le mot «reconfinement». Prudent, Jean-Michel Blanquer se garde bien de trop s'avancer. «Nous ne rejetons à l'avance aucune solution», prévient-il, en réaffirmant son objectif : «maintenir le plus possible les enfants à l'école». Un mot d'ordre mis en œuvre lors du deuxième confinement, selon la volonté affichée de réduire les inégalités sociales et de soutenir l'économie en permettant aux parents de travailler.

Pour une vaccination prioritaire des enseignants

«Notre boussole, c'est de dire que la dernière chose qu'il y aurait à fermer en cas de durcissement des mesures, c'est l'école», insiste le ministre de l'Éducation nationale, désireux d'organiser une année scolaire la moins instable possible malgré l'épidémie. À cet égard, les premières épreuves du baccalauréat, prévues en mars, sont maintenues «à ce stade», «dans l'intérêt des élèves», a-t-il assuré.

À lire aussi :Covid-19: les experts britanniques pointent le rôle inquiétant des enfants et des écoles dans la circulation du virus

En s'appuyant sur le protocole sanitaire instauré dans les établissements, le ministre soutient que «le milieu scolaire n'est pas plus contaminé que le reste de la société». Pourtant, en situation d'écoles ouvertes, les 12-16 ans ont sept fois plus de risques que les plus de 17 ans d'introduire le Covid-19 au sein d'un foyer, selon un récent rapport des SAGE, un groupe d'experts scientifiques qui conseille le gouvernement britannique.

À lire aussi :Les logiciels éducatifs se frayent un chemin à l'école

Par «*précaution*», le ministre souhaite toujours que les enseignants, en contact avec les enfants et les adolescents, figurent «*parmi les premières*» professions à se faire vacciner, quand commencera la campagne vaccinale grand public, prévue à la fin du printemps. Cette vaccination des professeurs se déploiera au «*premier semestre 2021*», indique Jean-Michel Blanquer - une échéance moins précise que l'hypothèse du mois de «*mars*», qu'il a évoquée sur Europe 1 le 5 janvier dernier.

Un million de tests dans le secondaire en janvier

Le gouvernement compte aussi développer le dépistage du Covid-19 dans les établissements scolaires. Un million de tests - en majorité antigéniques - sont annoncés en janvier, «*essentiellement*» dans les collèges et les lycées, «*à titre plus exceptionnel*» dans les écoles primaires.

À voir aussi - Covid-19: Jean-Michel Blanquer annonce «un million de tests» dans les collèges et les lycées en janvier

À lire aussi :Pourquoi Blanquer veut vacciner les enseignants en priorité

Ce dispositif, «*étendu*» à «*tout le monde*» en milieu scolaire, sera «*renouvelé en février*», promet le ministre. Depuis la mi-décembre, 10.000 tests ont été effectués chez des personnels de l'Éducation nationale. Parmi eux, seulement 0,3 % ont été testés positifs, selon les chiffres dévoilés début janvier par le ministère.

Régionales : Blanquer attend février pour trancher une candidature en Île-de-France

En préparation d'une périlleuse campagne en Île-de-France pour les élections régionales, prévues en juin, Jean-Michel Blanquer a annoncé qu'il décidera d'une éventuelle candidature en février. «*Je suis totalement dédié à la lutte contre l'épidémie dans la partie scolaire*», a avancé le ministre, qui n'a jamais brigué de mandat électif. «*La question des régionales est très importante*», notamment en raison du rôle des régions dans la mise en œuvre du plan de relance économique, «*mais elle n'est pas dans l'esprit des Français aujourd'hui, à juste titre*», a-t-il déclaré.